

D'abord, je dirai que je crois que le Canada a beaucoup perdu en décidant de suivre les États-Unis dans le golfe Persique. Depuis la Guerre de Corée, nous avons toujours cru que le rôle fondamental de notre pays dans le monde en était un de gardien de la paix. En décidant de jouer un rôle militaire actif dans le golfe Persique, nous avons gravement porté atteinte à notre crédibilité en tant que pays apte à participer à des opérations de maintien de la paix comme celles de Chypre et même du Moyen-Orient.

Poussé par un genre de patriotisme naïf, il est très facile de dire aux États-Unis « nous sommes prêts, partons » comme les conservateurs avaient l'habitude de dire aux Britanniques. Je pense que c'est dangereux, pas tant parce que cette fois-ci nous risquons d'être mêlés à la bataille, si elle survient, mais parce que le nombre de pays pacifistes qui préconisent le règlement des problèmes par des opérations de maintien de la paix est réduit si nous renonçons au rôle que nous nous étions donné dans le passé.

J'espère fortement, monsieur le Président, que beaucoup de Canadiens repenseront à la décision de prendre part à une opération militaire dans le golfe Persique. J'espère que nous arriverons à la conclusion que le Canada est le gardien de la paix dans le monde et que cela signifie que nous ne devons pas nous impliquer dans un tel conflit qui risque fort de dégénérer en véritable guerre.

Mon collègue est-il d'accord avec un tel point de vue?

Le président suppléant (M. Paproski): Le député de Trinity—Spadina a environ deux minutes pour répondre.

M. Heap: Monsieur le Président, je remercie mon voisin de siège de sa question. J'espère qu'il ne croira pas que je suis un ingrat si je ne me montre pas tout à fait d'accord avec lui. Nous devons peut-être régler cette affaire hors de ces lieux.

Je ne crois pas que nous ayons perdu notre statut et notre prestige aux yeux du monde, en tant que spécialistes du maintien de la paix. Je crois que nous n'aurions pas dû envoyer ces navires. Ils sont partis, maintenant; c'est fait. Ce fut une erreur, mais je ne crois pas que le monde refusera de nous pardonner une erreur relativement mineure et, jusqu'à maintenant, sans conséquence.

J'ai dit que nous n'avions pas à nous comporter en purs, comme l'homme qui fut invité par Jésus à lancer la première pierre. Nous savons qu'il ne s'en est pas trouvé un pour la lancer. Nous n'avons pas à agir en pharisiens.

Initiatives ministérielles

Nous pouvons reconnaître notre erreur et nous retirer. Je crois que nos réalisations au fil des années parlent d'elles-mêmes.

Je suis particulièrement fier de ce que j'ai vu au Nicaragua, en février, au moment des élections qu'il y a eues là-bas. J'ai pu voir le travail fait par les Nations Unies en vue d'assurer pour la première fois, comme dans la plupart de ces pays, une transition pacifique d'une dictature militaire à un gouvernement civil dirigé par un nouveau parti. C'est ce que les Nations Unies ont fait pour le Nicaragua, et les Nicaraguayens des deux camps leur en sont reconnaissants. Le Canada ayant participé à cette entreprise, nous avons toujours bonne presse, mais il ne faudrait pas nuire davantage à notre réputation.

Le président suppléant (M. Paproski): La période des questions et observations est maintenant terminée. Nous poursuivons le débat. La parole est au député de Notre-Dame-de-Grâce.

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur le Président, d'entrée de jeu, je veux qu'il soit très clair que je souscris pleinement à la partie de la motion du gouvernement où celui-ci condamne l'invasion du Koweït par l'Irak.

On doit s'opposer à toute action militaire unilatérale qui ne sert que l'agresseur, l'Irak dans le cas présent. Mais il faut aussi être conséquent et appliquer ce principe à d'autres situations. Ainsi, si l'invasion du Koweït par l'Irak est répréhensible, celle de la Grenade par les États-Unis et celle de l'Afghanistan par l'Union soviétique l'étaient aussi. De même, il aurait fallu condamner les Américains pour l'aide financière accordée aux contras dans la lutte contre les sandinistes et pour le blocus économique qu'ils ont décrété unilatéralement contre le très petit pays qu'est le Nicaragua, aux prises avec d'énormes difficultés.

Toutes ces actions sont répréhensibles. Ce sont des actions militaires unilatérales faites par une plus grande puissance contre un petit pays, entreprises dans les seuls intérêts de l'agresseur. Donc, monsieur le Président, s'il est juste de condamner l'Irak pour avoir envahi le Koweït, je dois dire que les États-Unis et l'Union soviétique ne sont pas à l'abri de toute critique, car ils se sont livrés à des invasions semblables dans le passé.

• (1640)

Il est à espérer que cet incident au Moyen-Orient incitera les grandes puissances que sont, entre autres, les